

Article 1. Le point 3° doit être lu comme suit :

3° au paragraphe 1^{er} sont ajoutés deux alinéas, rédigés comme suit :

« Un budget de compensation est prévu pour les mois de septembre à décembre 2021, à condition qu'au moins 60 % du nombre théorique de prestations unitaires aient été effectués et facturés aux organismes assureurs par la structure de revalidation. Pour les structures dont le numéro d'agrément commence par 7.72, la garantie budgétaire est prévue dès que 50 % du nombre théorique de prestations unitaires ont été effectuées et facturées aux organismes assureurs. Un budget de compensation pour les mois de septembre à décembre 2021 sera liquidé lors du décompte final de l'année 2021, conformément au paragraphe 2.

Un budget de compensation est payé pour les mois de janvier 2022 à mars 2022 à condition qu'au moins 60 % du nombre théorique de prestations unitaires aient été effectués et facturés aux organismes assureurs par la structure de revalidation. Pour les structures dont le numéro d'agrément commence par 7.72, le budget de compensation est prévu dès que 50 % du nombre théorique de prestations unitaires ont été effectuées et facturées aux organismes assureurs. Le budget de compensation est la différence entre le montant correspondant aux prestations régulières des mois de janvier 2019 à mars 2019, calculé conformément à l'alinéa trois, et le montant facturé aux organismes assureurs, sur la base des dispositions du présent arrêté, pour les prestations de revalidation réalisées au cours des mois de janvier 2022 à mars 2022. 80 % du budget de compensation pour le premier trimestre de 2022 seront payés en septembre 2022. Le solde sera payé en septembre 2023 sur la base des dépenses rapportées par les organismes assureurs. S'il s'avère lors du décompte final que le budget de compensation pour les mois de janvier 2022 à mars 2022 déjà payé était trop élevé, l'agence recouvre la partie payée en trop du budget de compensation déjà payé. » ;

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/41047]

28 AVRIL 2022. — Décret transposant la Directive (UE) 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de profession

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Objet. Définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent décret vise à transposer partiellement la Directive (UE) 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 relative à un test de proportionnalité préalable à l'adoption de nouvelles réglementations professionnelles.

Art. 2. Le présent décret est applicable à la réglementation des professions relevant de la compétence de la Communauté française à l'exception des compétences ressortissantes du secteur de l'enseignement.

Il établit les règles d'un cadre commun pour la réalisation d'examen de la proportionnalité avant l'adoption de nouvelles dispositions ou la modification de dispositions existantes pour la réglementation d'une profession. Il veille à protéger les intérêts généraux justifiant la réglementation d'une profession tout en garantissant un niveau élevé de protection des bénéficiaires.

Art. 3. § 1^{er}. Aux fins du présent décret, on entend par :

1. « Directive (UE) 2018/958 » : la Directive (UE) 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de profession;

2. « Directive 2005/36/CE » : la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles telle que notamment modifiée par la Directive 2013/55/UE;

3. « Titre professionnel protégé » : une forme de réglementation d'une profession dans le cadre de laquelle l'usage d'un titre dans une activité professionnelle ou un groupe d'activités professionnelles est subordonné, directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, à la possession d'une qualification professionnelle déterminée, et dans le cadre de laquelle l'usage abusif d'un tel titre est passible de sanction;

4. « Activité réservée » : une forme de réglementation d'une profession dans le cadre de laquelle l'accès à une activité professionnelle ou à un groupe d'activités professionnelles est réservé, directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, aux membres d'une profession réglementée détenteurs d'une qualification professionnelle déterminée, y compris lorsque l'activité est partagée avec d'autres professions réglementées;

5. « Disposition réglementant une profession » : toute disposition décrétole, réglementaire ou administrative qui limite l'accès à une profession réglementée ou l'exercice de celle-ci ou une modalité de celle-ci, y compris l'usage d'un titre professionnel et les activités professionnelles autorisées sur le fondement de ce titre et qui relève du champ d'application des législations et réglementations fédérales et fédérées auxquelles la Directive 2005/36/CE s'applique;

6. « Autorité » : une autorité publique ou toute autre autorité compétente en vertu de la législation, pour adopter des dispositions réglementant une profession.

§ 2. Sans préjudice des définitions prévues au paragraphe 1^{er} sont applicables pour l'application du présent décret, les définitions mentionnées par la loi du 12 février 2008 établissant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles dans l'Union européenne.

CHAPITRE 2. — *Principes de non-discrimination et objectifs d'intérêt général*

Art. 4. Avant d'introduire de nouvelles dispositions décrétoles, réglementaires ou administratives visant à réglementer une profession, à modifier celles qui existent, l'autorité veille à ce que ces dispositions ne constituent pas une discrimination directe ou indirecte fondée sur le lieu de résidence ou l'un des critères protégés visés par le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

Art. 5. Avant l'adoption ou la modification de dispositions réglementant une profession, l'autorité veille à ce que ces dispositions soient justifiées par des objectifs d'intérêt général.

L'autorité examine notamment si les dispositions sont objectivement justifiées :

1. au regard du respect des principes généraux liés au maintien de l'ordre public, de la sécurité publique ou de la santé publique;

2. pour des raisons impérieuses d'intérêt général telles que :

- a) la préservation de l'équilibre financier du système de sécurité sociale;
- b) l'intérêt supérieur du bien-être de l'enfant;
- c) la protection des consommateurs, des bénéficiaires de services et des travailleurs;
- d) la lutte contre la fraude fiscale et la prévention de la fraude et la préservation de l'efficacité des contrôles;
- e) la sécurité des transports;
- f) la protection de l'environnement et de l'environnement urbain;
- g) la propriété intellectuelle;
- h) la santé des animaux;
- i) la sauvegarde et la préservation du patrimoine artistique et culturelle;
- j) les objectifs de politique sociale;
- k) les objectifs de politique culturelle;
- l) la protection de la bonne administration de la justice;
- m) la garantie de la loyauté des transactions commerciales;

3. les raisons de nature purement économique ou purement administrative ne constituent pas des raisons impérieuses d'intérêt général pouvant justifier une restriction de l'accès aux professions réglementées ou à leur exercice.

CHAPITRE 3. — Proportionnalité

Art. 6. Avant d'introduire de nouvelles dispositions décrétales et réglementaires ou de modifier les dispositions existantes visant à réglementer une profession, l'autorité procède à un examen de proportionnalité en fonction de la nature, du contenu et des effets de la disposition. L'examen de proportionnalité est effectué de manière objective et indépendante.

Les dispositions réglementant une profession sont accompagnées d'une explication qui est suffisamment détaillée pour permettre d'évaluer leur conformité avec le principe de proportionnalité.

Les raisons pour lesquelles les dispositions sont considérées comme justifiées et proportionnées sont étayées par des éléments qualitatifs, si possible, pertinents et quantitatifs.

Le Gouvernement peut charger un organisme indépendant de procéder au contrôle de l'examen de proportionnalité.

Art. 7. § 1^{er}. L'autorité veille à ce que les dispositions envisagées soient propres à garantir la réalisation de l'objectif poursuivi et qu'elles n'aillent pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.

§ 2. À cette fin, l'autorité tient compte des éléments suivants :

- 1. la nature des risques liés aux objectifs d'intérêt général poursuivis en particulier les risques pour les bénéficiaires des services, dont les consommateurs, pour les professionnels ou pour les tiers;
- 2. la vérification de l'insuffisance de règles de nature spécifique ou plus générale déjà en vigueur, telles que celles prévues par la législation sur la sécurité des produits ou la législation relative à la protection des consommateurs, pour atteindre l'objectif poursuivi;
- 3. le caractère approprié de la disposition au regard de son aptitude à atteindre l'objectif poursuivi et la question de savoir si la disposition répond véritablement au souci d'atteindre cet objectif de manière cohérente et systématique et répond donc au risque répertorié de façon similaire pour des activités comparables;
- 4. l'incidence de la libre circulation des personnes et des services au sein de l'Union européenne, sur le choix des patients ou des consommateurs et sur la qualité du service fourni;
- 5. la possibilité de recourir à des moyens moins restrictifs pour atteindre l'objectif d'intérêt général visé;
- 6. l'effet des dispositions nouvelles ou modifiées, lorsqu'elles sont conjuguées à d'autres dispositions limitant l'accès à la profession ou son exercice et, notamment, la manière dont les dispositions nouvelles ou modifiées conjuguées à d'autres exigences, contribue à la réalisation du même objectif d'intérêt général, ainsi que la question de savoir si elles sont nécessaires à la réalisation de cet objectif.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 5^o, lorsque les dispositions sont justifiées par la protection des bénéficiaires uniquement et que les risques répertoriés sont limités à la relation entre le professionnel et le bénéficiaire et n'affectent donc pas négativement des tiers, l'autorité examine en particulier si l'objectif peut être atteint par des moyens qui sont moins restrictifs que le fait de réserver des activités.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 6^o, l'autorité évalue l'effet des dispositions nouvelles ou modifiées lorsqu'elles sont conjuguées à une ou plusieurs exigences, étant entendu qu'il pourrait y avoir des effets aussi bien positifs que négatifs et, en particulier, les exigences suivantes :

- 1. les activités réservées, titres professionnels protégés ou toute autre forme de réglementation au sens de l'article 3, § 1^{er}, a, de la Directive 2005/36/CE;
- 2. les obligations de suivre une formation professionnelle continue;
- 3. les dispositions en matière d'organisation de la profession, d'éthique professionnelle et de supervision;
- 4. l'affiliation obligatoire à une organisation professionnelle ou à un organisme professionnel et système d'inscription ou d'autorisation, notamment lorsque ces exigences impliquent la possession d'une qualification professionnelle déterminée;

5. les restrictions quantitatives, dont les exigences limitant le nombre d'autorisation d'exercer ou fixant un nombre minimal ou maximal de travailleurs, de gestionnaires ou de représentants titulaires de qualification professionnelle déterminée;

6. les exigences particulières en matière de forme juridique ou exigences liées à la détention de capital ou la gestion d'une entreprise, dans la mesure où ces exigences sont directement liées à l'exercice de la profession réglementée;

7. les restrictions territoriales, y compris lorsque la profession est réglementée dans des parties du territoire qui diffèrent de celles dont elle est réglementée dans d'autres parties;

8. les exigences limitant l'exercice d'une profession réglementée conjointement ou en partenariat, et règles d'incompatibilité;

9. les exigences concernant la couverture d'assurance ou d'autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle;

10. les exigences en matière de connaissance linguistique, dans la mesure nécessaire à l'exercice de la profession;

11. les exigences en matière de tarifs minimaux ou maximaux;

12. les exigences en matière de publicité.

§ 3. L'autorité prend également en considération les éléments suivants lorsqu'ils sont pertinents pour la nature et le contenu de la disposition qui est introduite ou modifiée :

1. la correspondance entre la portée des activités couvertes par une profession réservée à celle-ci et la qualification professionnelle requise;

2. la correspondance entre la complexité des tâches concernées et la nécessité que ceux qui les effectuent disposent de qualifications professionnelles déterminées, en ce compris en ce qui concerne le niveau, la nature et la durée de la formation de l'expérience requise;

3. la possibilité d'acquérir la qualification professionnelle par différents moyens;

4. la question de savoir si les activités réservées à certaines professions peuvent être partagées ou non avec d'autres professions et pour quels motifs;

5. le degré d'autonomie dans l'exercice d'une profession réglementée et l'incidence des modalités d'organisation et de supervision sur la réalisation de l'objectif poursuivi, en particulier, lorsque les activités liées à une profession réglementée sont exercées sous le contrôle et la responsabilité d'un professionnel dûment qualifié;

6. l'évolution de la technique et le progrès scientifique, qui peuvent effectivement réduire ou accroître la symétrie d'informations entre les professionnels et les consommateurs.

§ 4. Avant d'introduire ou de modifier les dispositions réglementant une profession, l'autorité veille également à la conformité au principe de proportionnalité des exigences spécifiques relatives à la prestation temporaire ou occasionnelle de services prévue au titre II de la Directive 2005/36/CE dont :

1. l'inscription temporaire automatique ou l'adhésion pro forma à une organisation professionnelle ou à un organisme professionnel, visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, a, de la Directive 2005/36/CE;

2. une déclaration préalable conformément à l'article 7, § 1^{er}, de la Directive 2005/36/CE, la fourniture de documents exigés conformément au § 2 dudit article ou toute autre exigence équivalente;

3. le versement d'une redevance ou des frais requis pour les procédures administratives, liées à l'accès à des professions réglementées ou à leur exercice à la charge du prestataire de services.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux mesures destinées à garantir le respect des conditions de travail et d'emploi que l'autorité applique conformément au droit de l'Union européenne.

§ 5. Lorsque les dispositions réglementant une profession concernent la réglementation de professions relatives à la santé, et ont une implication pour la sécurité des patients, l'autorité tient compte dans son examen de proportionnalité de l'objectif de garantir un haut degré de protection de la personne et de la santé humaine.

CHAPITRE 4. — *Informations, suivi et transparence*

Art. 8. Avant l'introduction ou la modification de dispositions visant à réglementer une profession, les informations sont mises à la disposition des citoyens, des destinataires de services et des autres parties intéressées, y compris celles qui ne sont pas membres de la profession concernée, via une publication sur internet.

Art. 9. L'autorité associe de manière appropriée toutes les parties concernées et leur donne l'occasion de faire valoir leur point de vue.

Art. 10. Lorsque cela est pertinent et approprié, des enquêtes publiques sont menées.

Le Gouvernement détermine les modalités de ces enquêtes publiques.

Art. 11. Après leur adoption, l'autorité contrôle la conformité au principe de proportionnalité des dispositions nouvelles ou modifiées qui réglementent une profession. Il est dûment tenu compte dans ce contrôle des développements intervenus après l'adoption de la disposition concernée.

Art. 12. L'autorité communique à la Commission européenne les raisons pour lesquelles les dispositions examinées en vertu du présent décret sont considérées comme justifiées et proportionnées, ainsi que les dispositions visées à l'article 59, § 5, de la Directive 2005/36/CE. L'autorité inscrit ces motifs dans la base de données des professions réglementées mentionnées à l'article 59, § 1^{er}, de la Directive 2005/36/CE.

CHAPITRE 5. — *Échange d'informations*

Art. 13. En vue de l'application effective du présent décret, le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour favoriser l'échange d'informations avec les autres États membres de l'Union européenne sur les questions régies par le présent décret et sur la manière dont ceux-ci réglementent concrètement une profession ou sur les effets de cette réglementation.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 avril 2022.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 358-1. - Rapport de commission, n° 358-2 - Texte adopté en séance plénière, n°358-3

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. - Séance du 27 avril 2022.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2022/41047]

28 APRIL 2022. — Decreet tot omzetting van Richtlijn (EU) 2018/958 van het Europees Parlement en de Raad van 28 juni 2018 betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan een nieuwe reglementering van beroepen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Doel. Definities en toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit decreet strekt tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2018/958 van het Europees Parlement en de Raad van 28 juni 2018 betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan een nieuwe reglementering van beroepen.

Art. 2. Dit decreet is van toepassing op de reglementering van de beroepen die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, met uitzondering van de beroepen die onder de bevoegdheid van de onderwijssector vallen.

Het stelt de regels vast voor een gemeenschappelijk kader voor de uitvoering van evenredigheidsbeoordelingen voorafgaand aan de aanneming van nieuwe bepalingen of de wijziging van bestaande bepalingen voor de regeling van een beroep. Het zorgt ervoor dat de algemene belangen die de regeling van een beroep rechtvaardigen, worden beschermd en dat de begunstigden een hoog beschermingsniveau wordt geboden.

Art. 3. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1. Richtlijn (EU) 2018/958': Richtlijn (EU) 2018/958 van het Europees Parlement en de Raad van 28 juni 2018 betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan een nieuwe reglementering van beroepen;

2. "Richtlijn 2005/36/EG": Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2013/55/EU;

3. Onder "Beschermd beroepstitel" wordt verstaan een vorm van regeling van een beroep waarbij het voeren van een titel in het kader van een beroepsactiviteit of een geheel van beroepsactiviteiten krachtens wettelijke, reglementaire of bestuursrechtelijke bepalingen direct of indirect afhankelijk wordt gesteld van het bezit van een specifieke beroepskwalificatie en waarbij het oneigenlijke gebruik van een dergelijke titel strafbaar is;

4. "Voorbehouden activiteit": een vorm van regeling van een beroep waarbij de toegang tot een beroepsactiviteit of een geheel van beroepsactiviteiten krachtens wettelijke, reglementaire of bestuursrechtelijke bepalingen direct of indirect is voorbehouden voor leden van een gereguleerd beroep die een specifieke beroepskwalificatie bezitten, ook wanneer de activiteit wordt gedeeld met andere gereguleerde beroepen;

5. "Bepaling die een beroep regelt": elk decreets-, regelings- of administratieve bepaling die de toegang tot of de uitoefening van een gereguleerd beroep of een wijze van uitoefening daarvan beperkt, met inbegrip van het voeren van een beroepstitel en de beroepsactiviteiten die op grond van die titel zijn toegestaan, en die binnen de werkingssfeer valt van de federale en gefederaliseerde regelingen waarop Richtlijn 2005/36/EG van toepassing is;

6. "Overheid": een overheidsinstantie of elke andere overheid die krachtens de wet bevoegd is bepalingen vast te stellen ter regeling van een beroep.

§ 2. Onverminderd de definities bedoeld in paragraaf 1, zijn de definities vermeld in de wet van 12 februari 2008 tot vaststelling van een algemeen kader voor de erkenning van beroepskwalificaties in de Europese Unie van toepassing in het kader van dit decreet.

HOOFDSTUK 2. — *Non-discriminatiebeginselen en doelstellingen van algemeen belang*

Art. 4. Alvorens een nieuw decreet, een nieuwe regeling of een nieuwe administratieve bepaling in te voeren met het oog op de reglementering van een beroep of de wijziging van bestaande bepalingen, moet de overheid zich ervan vergewissen dat deze bepalingen geen directe of indirecte discriminatie vormen op grond van de verblijfplaats of een van de beschermde criteria die vermeld zijn in het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

Art. 5. Alvorens bepalingen tot regeling van een beroep vast te stellen of te wijzigen, vergewist de overheid zich ervan dat deze bepalingen gerechtvaardigd zijn door doelstellingen van algemeen belang.

De overheid onderzoekt inzonderheid of de bepalingen objectief gerechtvaardigd zijn:

1. met betrekking tot de naleving van de algemene beginselen inzake de handhaving van de openbare orde, de openbare veiligheid of de volksgezondheid;

2. om dwingende redenen van algemeen belang, zoals:

a) het behoud van het financiële evenwicht van het socialezekerheidsstelsel;

b) het belang van het welzijn van het kind;

c) de bescherming van consumenten, afnemers van diensten en werknemers;

d) de bestrijding en voorkoming van belastingfraude en de handhaving van de doeltreffendheid van de controles;

e) de veiligheid van het vervoer;

f) de bescherming van het milieu en het stedelijk milieu;

g) intellectuele eigendom;

h) diergezondheid;

i) de instandhouding en het behoud van het artistieke en culturele erfgoed;

j) doelstellingen van sociaal beleid;

k) doelstellingen van het cultuurbeleid;

l) de bescherming van de goede rechtsbedeling;

m) het waarborgen van eerlijkheid bij handelstransacties;

3. redenen van louter economische of administratieve aard vormen geen dwingende redenen van algemeen belang die een beperking van de toegang tot of de uitoefening van de gereguleerde beroepen kunnen rechtvaardigen.

HOOFDSTUK 3. — *Evenredigheid*

Art. 6. Alvorens nieuwe decreten en regelingen in te voeren of bestaande bepalingen te wijzigen met het oog op de reglementering van een beroep, voert de overheid een evenredigheidsbeoordeling uit met betrekking tot de aard, de inhoud en de gevolgen van de bepaling. De evenredigheidsbeoordeling wordt op objectieve en onafhankelijke wijze verricht.

De bepalingen tot regeling van een beroep gaan samen met een toelichting die voldoende gedetailleerd is om te kunnen beoordelen of zij in overeenstemming zijn met het evenredigheidsbeginsel.

De redenen waarom de bepalingen gerechtvaardigd en evenredig worden geacht, worden gestaafd met kwalitatief, waar mogelijk, relevant en kwantitatief bewijsmateriaal.

De regering kan een onafhankelijke instantie aanwijzen om de evenredigheidsbeoordeling uit te voeren.

Art. 7. § 1. De overheid ziet erop toe dat de voorgenomen bepalingen geschikt zijn om de verwezenlijking van het nagestreefde doel te waarborgen en dat zij niet verder gaan dan wat nodig is om dit doel te bereiken.

§ 2. Daartoe houdt de overheid rekening met de volgende elementen:

1. de aard van de risico's in verband met de nagestreefde doelstellingen van algemeen belang, inzonderheid de risico's voor de begunstigden van de diensten, met inbegrip van consumenten, voor beroepsbeoefenaren of voor derden;

2. controle op de ontoereikendheid van reeds van kracht zijnde specifieke of meer algemene voorschriften, zoals die welke zijn vervat in de wetgeving inzake productveiligheid of consumentenbescherming, om het nagestreefde doel te bereiken;

3. de geschiktheid van de bepaling in termen van het vermogen om het nagestreefde doel te bereiken en de vraag of de bepaling werkelijk op consistente en systematische wijze tegemoetkomt aan de bezorgdheid om dat doel te bereiken, en aldus voor vergelijkbare activiteiten op soortgelijke wijze aan het gesignaleerde risico beantwoordt;

4. de gevolgen van het vrije verkeer van personen en diensten binnen de Europese Unie voor de keuze van de patiënt of de consument en voor de kwaliteit van de dienstverlening;

5. de mogelijkheid om minder beperkende middelen te gebruiken om de doelstelling van algemeen belang te verwezenlijken;

6. het effect van de nieuwe of gewijzigde bepalingen, in combinatie met andere bepalingen die de toegang tot of de uitoefening van het beroep beperken, en inzonderheid de wijze waarop de nieuwe of gewijzigde bepalingen, in combinatie met andere eisen, tot de verwezenlijking bijdragen van dezelfde doelstelling van algemeen belang, alsmede de vraag of zij noodzakelijk zijn om deze doelstelling te verwezenlijken.

Voor de toepassing van lid 1, 5°, wanneer de bepalingen enkel gerechtvaardigd zijn door de bescherming van de begunstigden en de geïdentificeerde risico's beperkt zijn tot de relatie tussen de beroepsbeoefenaar en de begunstigde en derhalve geen negatieve gevolgen hebben voor derden, gaat de overheid inzonderheid na of het doel kan worden bereikt met middelen die minder beperkend zijn dan het reserveren van activiteiten.

Voor de toepassing van lid 1, 6°, beoordeelt de overheid het effect van nieuwe of gewijzigde bepalingen in combinatie met een of meer vereisten, met dien verstande dat er zowel positieve als negatieve effecten kunnen zijn, en inzonderheid de volgende vereisten:

1. voorbehouden activiteiten, beschermde beroepstitels of enige andere vorm van regeling in de zin van artikel 3, lid 1, onder a), van Richtlijn 2005/36/EG;

2. verplichtingen tot voortdurende bijscholing;
3. bepalingen betreffende de organisatie van het beroep, de beroepsethiek en het toezicht;
4. het verplichte lidmaatschap van een beroepsorganisatie of -orgaan en een registratie- of vergunningsstelsel, inzonderheid wanneer deze eisen het bezit van een specifieke beroepskwalificatie impliceren;
5. kwantitatieve beperkingen, met inbegrip van voorschriften die het aantal vergunningen om het beroep uit te oefenen beperken of een minimum- of maximaal aantal werknemers, beheerders of vertegenwoordigers met een specifieke beroepskwalificatie vaststellen;
6. bijzondere juridische vormvoorschriften of voorschriften betreffende het houden van kapitaal of de bedrijfsvoering, voor zover deze voorschriften rechtstreeks verband houden met de uitoefening van het gereguleerde beroep;
7. territoriale beperkingen, ook wanneer het beroep in delen van het grondgebied is gereguleerd die verschillen van die in andere delen;
8. eisen die de uitoefening van een gereguleerd beroep in gezamenlijkheid of in partnerschap beperken, en onverenigbaarheidsregels;
9. vereisten inzake verzekeringsdekking of andere vormen van persoonlijke of collectieve bescherming met betrekking tot beroepsaansprakelijkheid;
10. taalvereisten, voor zover noodzakelijk voor de uitoefening van het beroep;
11. minimum- of maximumtariefvereisten;
12. voorschriften inzake bekendmaking.

§ 3. De overheid houdt ook rekening met de volgende elementen, wanneer deze relevant zijn voor de aard en de inhoud van de bepaling die wordt ingevoerd of gewijzigd:

1. de overeenstemming tussen de reikwijdte van de werkzaamheden die onder een aan dit beroep voorbehouden beroep vallen en de vereiste beroepskwalificatie;
2. de overeenstemming tussen het complexe karakter van de betrokken taken en de noodzaak dat degenen die deze uitvoeren over specifieke beroepskwalificaties beschikken, met inbegrip van het niveau, de aard en de duur van de vereiste opleiding en ervaring;
3. de mogelijkheid om de beroepskwalificatie op verschillende manieren te verwerven;
4. de vraag of activiteiten die aan bepaalde beroepen zijn voorbehouden, al dan niet met andere beroepen kunnen worden gedeeld en op welke gronden;
5. de mate van autonomie bij de uitoefening van een gereguleerd beroep en de gevolgen van organisatorische en toezichtregelingen voor de verwezenlijking van het nagestreefde doel, inzonderheid wanneer de activiteiten in verband met een gereguleerd beroep worden uitgeoefend onder de controle en de verantwoordelijkheid van een naar behoren gekwalificeerde beroepsbeoefenaar;
6. de technische en wetenschappelijke vooruitgang, die de symmetrie van de informatie tussen beroepsbeoefenaren en consumenten doeltreffend kan verminderen of vergroten.

§ 4. Alvorens bepalingen tot regeling van een beroep in te voeren of te wijzigen, controleert de overheid ook dat de specifieke eisen op het niveau van het evenredigheidsbeginsel betreffende het tijdelijk of incidenteel verrichten van diensten als bedoeld in titel II van Richtlijn 2005/36/EG worden nageleefd, waarvan:

1. de automatische tijdelijke inschrijving bij of aansluiting pro forma bij een beroepsorganisatie of -orgaan, als bedoeld in artikel 6, lid 1, onder a), van Richtlijn 2005/36/EG;
2. een voorafgaande verklaring overeenkomstig artikel 7, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG, het verstrekken van de documenten die vereist zijn overeenkomstig § 2 van dat artikel of een andere gelijkwaardige eis;
3. de betaling van een vergoeding of de vereiste kosten voor administratieve procedures in verband met de toegang tot of de uitoefening van gereguleerde beroepen, ten laste van de dienstverrichter.

Lid 1 is niet van toepassing op maatregelen ter waarborging van de naleving van de arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden die de overheid overeenkomstig het recht van de Europese Unie toepast.

§ 5. Wanneer de bepalingen tot regeling van een beroep betrekking hebben op de reglementering van beroepen in de gezondheidszorg en gevolgen hebben voor de veiligheid van de patiënt, houdt de overheid bij haar evenredigheidsbeoordeling rekening met de doelstelling van een hoog niveau van bescherming van het individu en de menselijke gezondheid.

HOOFDSTUK 4. — Informatie, toezicht en transparantie

Art. 8. Voorafgaand aan de invoering of wijziging van bepalingen ter regeling van een beroep wordt informatie ter beschikking gesteld van burgers, afnemers van diensten en andere belanghebbenden, met inbegrip van degenen die niet tot het betrokken beroep behoren, via een publicatie op het internet.

Art. 9. De overheid betreft alle betrokken partijen op passende wijze bij de zaak en geeft hen de gelegenheid hun standpunt kenbaar te maken.

Art. 10. Waar zulks relevant en passend is, wordt een openbaar onderzoek ingesteld.

De Regering bepaalt de nadere regels voor deze openbare onderzoeken.

Art. 11. Na de aanneming van nieuwe of gewijzigde bepalingen ter regeling van een beroep gaat de overheid na of deze in overeenstemming zijn met het evenredigheidsbeginsel. Bij deze beoordeling wordt naar behoren rekening gehouden met de ontwikkelingen die zich sinds de aanneming van de betrokken bepaling hebben voorgedaan.

Art. 12. De overheid deelt de Europese Commissie de redenen mee waarom de in het kader van dit decreet onderzochte bepalingen gerechtvaardigd en evenredig worden geacht, alsook de bepalingen bedoeld in artikel 59, § 5, van Richtlijn 2005/36/EG. De overheid neemt deze redenen op in de databank van gereguleerde beroepen als bedoeld in artikel 59, lid 1, van Richtlijn 2005/36/EG.

HOOFDSTUK 5. — *Uitwisseling van informatie*

Art. 13. Met het oog op de doeltreffende toepassing van dit decreet neemt de regering de nodige maatregelen ter bevordering van de uitwisseling van informatie met de andere lidstaten van de Europese Unie over de aangelegenheden die door dit decreet worden geregeld en over de wijze waarop zij een beroep concreet reglementeren of over de gevolgen van een dergelijke reglementering.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepaling*

Art. 14. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 april 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-
Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan
de jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 358-1. - Verslag van de commissie, nr. 358-2 - Tekst
aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 358-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 27 april 2022.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2022/31721]

**31 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif
à la gestion budgétaire, financière et comptable du service général du patrimoine et de la gestion immobilière**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du
Gouvernement de la Communauté française, articles 68 à 73 ;

Vu le décret-programme du 15 décembre 2021 portant diverses dispositions accompagnant le budget 2022,
constituant le service général du patrimoine et de la gestion immobilière en service administratif à comptabilité
autonome ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2017 fixant les règles générales applicables
au budget et à la comptabilité des services administratifs à comptabilité autonome ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 4 mars 2022 ;

Vu l'accord du ministre du Budget donné le 30 mars 2022 ;

Sur la proposition du Ministre du Budget, en charge de la gestion immobilière ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret du 20 décembre 2011 : le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité
des Services du Gouvernement de la Communauté française;

2° arrêté du 18 janvier 2017 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2017 fixant les
règles générales applicables au budget et à la comptabilité des services administratifs à comptabilité autonome ;

3° les infrastructures non scolaires : Les infrastructures sportives, culturelles, de l'aide à la jeunesse, de la jeunesse,
des maisons de justice, administratives et des cabinets ministériels ;

4° SGPGI : Service général du Patrimoine et de la Gestion Immobilière institué en service administratif à
comptabilité autonome par le décret-programme du 15 décembre 2021.

CHAPITRE 2. — *Dispositions introductives*

Art. 2. A moins qu'il n'y soit dérogé dans le présent arrêté, les dispositions de l'arrêté du 18 janvier 2017 sont
applicables au SGPGI.